



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007 CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 28/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIADIS Services

ZAC Sudessor
49 avenue des Grenots
91150 Étampes

Références : -

Code AIOT : 0006600922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement TRIADIS Services implanté Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un départ d'incendie, en date du 27 mai 2024, dans une benne de déchets dangereux, l'exploitant a sollicité l'appui du Service Départemental d'Incendie et de Secours. L'inspection vise à constater sur site les dégâts occasionnés, les causes et les conséquences de l'incendie, les mesures prises par l'exploitant ainsi que les actions correctives mises en œuvre pour que ce type d'incident ne se reproduise pas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS Services
- Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers
- Code AIOT : 0006600922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADIS Services exploite un centre de transit, de tri, de regroupement et de traitement de déchets dangereux dans la limite de 365 tonnes présentes sur site (~6300 tonnes réceptionnées en 2023) et emploie 26 personnes. Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'Environnement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande d'action corrective	15 jours
2	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2024, article 4.7	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été rapidement maîtrisé une fois que les pompiers ont mis en œuvre des lances à mousse. Le volume de déchets incendiés est faible, tout au plus de l'ordre de quelques mètres cubes. L'exploitant doit principalement améliorer le paramétrage de sa détection par caméra thermique, s'équiper de lances à mousse, et corriger l'étanchéité de la vanne guillotine permettant de confiner les eaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

L'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2009 précise que le rapport est transmis sous 15 jours

Constats :

Déroulé de l'accident :

Le feu a pris dans une benne de capacité 80 m³ remplie au tiers de sa capacité avec des produits dangereux pâteux de type crêpis, peintures et leurs emballages.

Un opérateur a vu des fumées et a appelé le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) à 8h08. Dans l'attente deux opérateurs formés se sont équipés avec des Appareils Respiratoire Individuel (ARI) et ils ont déployés des lances à débit variable. L'exploitant précise que 2 bouteilles d'oxygène ont été consommées par les ARI et qu'il lui en reste une.

Le SDIS est arrivé à 8h25, au moyen notamment de lance à mousse, et l'intervention s'est terminée à 8h52.

Les caméras thermiques à demeure sur le site sont réglées sur un seuil de 70°C. Ce seuil a été choisi compte tenu de multiples fausses alertes l'été avec un seuil de 50°C, atteint par les parois métalliques de la benne sous l'effet du rayonnement solaire.

Le volume de déchets incendiés est faible, les produits étant par nature peu combustible. La benne incriminée semble intègre, aucun effet thermique n'est visible, y compris sur les bâches servant à recouvrir le chargement et disposer le long des parois. Le feu semble avoir été de faible intensité. En l'absence de vents, les fumées se sont élevées au droit du site, sans requérir le confinement des populations alentour. L'exploitant précise qu'aucune substance Cancérigène Mutagène ou Reprotoxique n'est stockée dans cette benne.

Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site via les réseaux et le bassin de rétention. Néanmoins l'inspecteur a constaté un léger écoulement au niveau du point de rejet, l'étanchéité de la vanne guillotine étant défaillante. L'exploitant indique que l'intervention d'un hydrocureur pour collecter les déchets liquides est prévu dans l'après-midi. Aucune irisation n'est visible dans le cours d'eau.

L'exploitant indique qu'une benne vide sera approvisionnée le lendemain (28 mai) afin de vider la benne incriminée et rechercher la source de l'incendie.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées qui a été informé via le SDIS.

Le rapport d'accident contenant les informations susmentionnées est à transmettre à j +15 soit au plus tard le 11 juin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit consigner le numéro d'astreinte DREAL dans les personnes à contacter en cas d'accident : 07 63 43 62 69.

<p>L'exploitant doit transmettre au plus tard le 11 juin 2024 le rapport d'accident susmentionné. L'amélioration du paramétrage de la caméra thermique (évolution du seuil, éventuellement suivant la saison) et l'équipement de lance à mousse doivent être étudiés.</p> <p>L'exploitant doit réapprovisionner rapidement de nouvelles bouteilles pour les ARI afin d'être en capacité d'intervenir en cas de nouveau sinistre.</p> <p>L'exploitant doit curer les réseaux, les regards et le bassin de rétention ayant collecter les eaux d'extinction. L'exploitant doit également curer le canal de rejet. L'exploitant doit corriger l'étanchéité défailante de la vanne guillotine permettant de confiner les eaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2024, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction mises en œuvre dans le cas d'un incendie seront confinées dans les rétentions existantes au niveau des halls Ouest et Est et dans le lagune de régulation de 70 m3. Elles seront évacuées du site et traitées comme un déchet dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site via les réseaux et le bassin de rétention. Néanmoins l'inspecteur a constaté un léger écoulement au niveau du point de rejet, l'étanchéité de la vanne guillotine étant défailante. L'exploitant indique que l'intervention d'un hydrocureur pour collecter les déchets liquides est prévu dans l'après-midi. Aucune irisation n'est visible dans le cours d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit curer les réseaux, les regards et le bassin de rétention ayant collecter les eaux d'extinction. L'exploitant doit également curer le canal de rejet.</p> <p>L'exploitant doit corriger l'étanchéité défailante de la vanne guillotine permet de confiner les eaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours